

*CILSS/PADLOS
OUAGA
(BURKINA FASO)*

*IRED/SEAG
NIAMEY
(NIGER)*

***ATELIER DE FORMATION A LA PLANIFICATION
STRATEGIQUE POUR LA PLATE-FORME DES
ORGANISATIONS PAYSANNES DU SAHEL ET LE
RESEAU DES FEMMES SAHELIENNES***

***PROCESSUS DE PLANIFICATION
STRATEGIQUE ET OUTILS***

***Centre AGRHYMET
Niamey du 16 au 21 Mars 1998***

*CILSS/PADLOS
OUAGA
(BURKINA FASO)*

*IREN/SEAG
NIAMEY
(NIGER)*

***ATELIER DE FORMATION A LA PLANIFICATION
STRATEGIQUE POUR LA PLATE-FORME DES
ORGANISATIONS PAYSANNES DU SAHEL ET LE
RESEAU DES FEMMES SAHELIENNES***

***PROCESSUS DE PLANIFICATION
STRATEGIQUE ET OUTILS***

***Centre AGRHYMET
Niamey du 16 au 21 Mars 1998***

SOMMAIRE

Page

I/ INTRODUCTION.....3

1.1. Durée et lieu.....	3
1.2. Rappel des objectifs.....	3
1.3. Résultats attendus.....	4
1.4. Programme et calendrier de travail.....	4
1.5. Participants.....	4
1.6. Aspects pratiques de la formation.....	5

II./ DEROULEMENT.....6

2.1.Les caractéristiques des OP et OF.....	6
2.2.Le Processus de la planification stratégique.....	8
2.3.Les outils de la planification stratégique.....	9
2.4.L'application des outils de la planification stratégique.....	11
2.5.La synthèse.....	12
2.6.Suggestions et recommandations.....	12
2.7.Méthodes et outils pédagogiques.....	13

ANNEXES

1. Liste des participants	15
2. Liste des formateurs - Liste du Comité d'organisation.....	18
3. Programme.....	19
4. L'approche genre.....	20
5. L'analyse de l'environnement et l'approche genre.....	23
6. Le guide d'analyse de l'environnement externe.....	28
7. Le questionnaire d'évaluation.....	35
8. Compte rendu de la réunion statutaire du REFESA.....	39
9. Compte rendu de la réunion statutaire de la Plate-forme Paysanne.....	52

I. INTRODUCTION

1.1. Durée et lieu

L'atelier de formation sur le processus et les outils de la planification stratégique qui s'est tenu du 16 au 21 mars 1998 dans les locaux de l'AGRHYMET à Niamey a été ouvert officiellement par le Secrétaire Général Adjoint du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Représentant Mr le Ministre, en présence du CONACILSS et du Directeur Général de l'AGRHYMET. Auparavant le Directeur Général de l'AGRHYMET a, au nom du Secrétaire Exécutif du CILSS prononcé une allocution de bienvenue et d'encouragement à cette initiative prise par les responsables du CILSS à travers le PADLOS au bénéfice de la plate-forme paysanne et du REFESA, Réseau des Femmes Sahéliennes.

La clôture intervenue le 21 Mars a été présidée par l'adjoint au CONACILSS au nom du CONACILSS et du Ministre empêchés. Il a, à cette occasion souligné l'importance de la formation reçue et a encouragé les uns et les autres à passer à l'application des outils à leur propre organisation avant de souhaiter bon retour aux différents participants dans leurs pays respectifs.

1.2. Rappel des objectifs

1.2.1 Objectif général : renforcer la capacité de négociation des responsables des OP grâce à la planification stratégique.

1.2.2. Objectifs spécifiques

- Maîtriser le processus de la planification stratégique ;
- Identifier les outils et méthodes de la planification stratégique ;
- Elaborer des plans d'actions nationaux et régionaux en vue de mobiliser les ressources.

1.3. Les résultats attendus

- A l'issue de la formation, les responsables des OP auront maîtrisé le processus de la planification stratégique ;
- Ils auront identifié les outils et méthodes relatifs à la planification stratégique ;
- Ils sortiront avec une ébauche de plan d'action nationale et une esquisse de plan d'action régional.
- Ils seront armés pour finaliser dans leurs pays respectifs le plan d'action national et élaborer le plan d'action régional.

1.4. Programme et calendrier de travail

(Cf en annexe le programme)

La formation s'est déroulée entièrement en salle du 16 au 21 mars 1998 en journée continue, de 8h à 16H30 avec une pause café de 10h à 10h30 et une pause repas de 12h30 à 14h30 soit 6h30 effectives de travail pendant 6 jours, totalisant environ 40 heures.

1.5. Les participants

Ils sont au nombre de 42

repartis ainsi qu'il suit :

Burkina Faso	= 4
Cap Vert	= 4
Gambie	= 4
Guinée Bissau	= 3
Mali	= 4
Mauritanie	= 4
Niger	= 10
Sénégal	= 4
Tchad	= 5

TOTAL	= 42
-------	------

Dont 27 femmes et 15 hommes sans compter l'équipe de formateurs et les responsables du CILSS.

1.6. Les aspects pratiques de la formation

Les séances plénières ont été données dans la grande salle de conférence de l'AGRHYMET en traduction simultanée Anglais/Français avec l'appui de l'interprète du CILSS venu spécialement de OUAGA pour la circonstance.

Les participants ont été logés à l'EMIG, à l'AGRHYMET et à l'hôtel Sahel, leur transport effectué par un bus loué à l'AGRHYMET.

Les repas de midi ont été pris ensemble à l'AGRHYMET de même que les petits déjeuners et les pauses-café.

Un perdiem journalier de 10.000 FCFA pour couvrir les frais du repas du soir et l'argent de poche a été versé à chaque participant délégué; L'organisation a pris en charge la totalité de ces frais (hébergement, restauration, transport) etc.

II. DEROULEMENT

Pour atteindre les objectifs ainsi fixés, le contenu de la formation a été subdivisé en quatre modules de formation qui sont :

- 1) les caractéristiques des OP et OF ;
- 2) Le processus de la planification stratégique ;
- 3) Les outils de la planification stratégique ;
- 4) L'application des outils de la planification stratégique.

Chacun des modules a été animé par une équipe de formateurs désignée à cet effet.

2.1. Les caractéristiques des OP et OF

Pour permettre de recentrer la formation, il a été jugé utile de caractériser tout d'abord les OP et OF telles que vécues et comprises par les différents participants par rapport à leurs expériences personnelles. Cette caractérisation des OP et OF a permis de mieux comprendre l'acronyme « OP » (Organisation de Producteurs) et « OF » (Organisation Paysanne), mais aussi de re-situer les organisations féminines dans le grand ensemble OP.

Partant des caractéristiques énoncées par l'assistance, une tentative de définition a été faite.

C'est ainsi qu'une « OP » peut être définie comme une organisation :

- Voulue et créée par les paysan (nes) mêmes ;
- Qui se donne des objectifs conscients exprimant leurs aspirations ;
- En mesure de mobiliser les masses paysannes dans des actions concrètes ;
- Reconnue par le pouvoir public comme interlocuteur des masses rurales ;
- Qui trouve sa légitimité dans les structures locales ;
- Qui a un fonctionnement démocratique.

Après avoir défini et caractérisé les OP et OF telles que vues par les participants, il a été analysé les OP et OF face au nouvel environnement.

Deux niveaux d'analyse ont été considérés :

- Les OP face à l'environnement national ;
- Les OP face au nouvel environnement international .

Cette approche a permis de caractériser l'environnement dans ses grands traits :

- Au plan politique ;
- Au plan Economique ;
- Au plan social ;
- Au plan physique.

Cette analyse environnementale a été complétée par une approche genre dont l'essentiel tourne autour des points suivants :

- Le concept de l'approche genre ;
- L'approche genre et développement, une vision transversale :

Trois niveaux sont à prendre en compte

- . Compréhension de la réalité ;
- . Prise en compte des relations hommes/femmes ;
- . Elaboration des outils méthodologiques (voir détail en annexe).

Il ressort de cette analyse, les différentes opportunités qu'offre cet environnement, et que les OP se doivent de saisir, mais aussi les différents risques encourus par ces organisations dans l'exercice de leurs charges. Il se dégage alors un certain nombre des défis à relever par ces OP qui leur impose de tenir compte de l'environnement pour opérer des choix stratégiques plus pertinents.

2.2. Le Processus de la planification stratégique

Pour introduire le module, il a été procédé à la détermination des différents types de planification existants, mais aussi à la définition des certains concepts tels que planification stratégique, planification opérationnelle et programmation. Cette réflexion a permis de déterminer l'intérêt de la planification stratégique pour les OP et OF, qui tourne autour des points suivants :

- C'est un outil de négociation ;
 - Outil indispensable de développement ;
 - Efficacité dans la démarche ;
 - Système pour mieux gérer.
- etc.

Une fois les différents concepts élucidés et l'intérêt de la planification mieux perçu, il reste à clarifier le processus de la planification stratégique. Ce processus comporte quatre grandes phases, chacune d'elles découpées en étapes opérationnelles distinctes ; il s'agit de :

- 1) La phase : planification du processus ;
- 2) La phase : Analyse de l'environnement ;
- 3) La phase : Définition de la vision ;
- 4) La phase : Détermination des stratégies.

La phase 1, qui est une étape préliminaire, favorise l'adhésion des participants au processus de planification et à la tâche qui leur est dévolue. Cela suppose une participation active des décideurs et des personnes chargées de résoudre les problèmes. En d'autres termes elle permet de déterminer qui va participer au processus, Quand ? Comment ? Quelle responsabilité, à quels coûts ? etc...

La phase 2 : permet d'analyser l'environnement interne de l'organisation en terme de forces et faiblesses, mais aussi l'environnement externe en termes de contraintes/risques et opportunités qu'il offre et leurs influence sur l'organisation.

La phase 3 : elle consiste pour l'organisation à mieux préciser son rêve, définir sa mission, préciser les objectifs et les résultats attendus.

La phase 4, quant à elle, permet de savoir « comment y arriver » en termes de définition des stratégies.

2.3. Les outils de la planification stratégique

Après un rappel du processus de la planification stratégique en terme d'étapes, l'inventaire des méthodes et des outils utilisés à chaque étape a été effectué ; les quatre outils (outils A.I.C., guide de l'analyse de l'environnement externe (GAEE), cadre logique, Diagramme de GANTT/sont présentés en détail.

Méthodes et outils de la planification stratégique

A chaque phase et à chaque étape correspondent des outils et des méthodes plus ou moins pertinents.

Les principaux outils privilégiés pour la planification stratégique qui ont été retenus sont :

- l'AIC (Appréciation, Influence, Contrôle) ;
- le GAEE (Guide d'Analyse de l'Environnement Externe) ;
- le cadre logique ;
- le diagramme de GANTT.

Chacun des outils ici présélectionné a été d'abord présenté, en terme des avantages et des inconvénients qu'il présente, avant d'être repris de manière détaillée dans son élaboration. Il est ensuite précisé à quel niveau cet outil peut être utilisé et les exigences pour son élaboration.

1. L'outil A.I.C.

Dans le cadre l'outil AIC, toute organisation est confrontée à trois environnements qui sont :

- L'environnement contrôlé (zone contrôlée ou interne)
- L'environnement influencé ou zone d'influence réciproque entre l'organisation et les autres individus ou organisation sur lesquels notre organisation a de l'influences, qui à leur tour influent l'organisation
- L'environnement d'appréciation où les facteurs influent sur l'organisation, et cette dernière n'a aucune influence sur des événements de cette zone.

Il a été souligné l'importance et l'utilité de comprendre les différents environnements pour définir clairement la mission et les objectifs de son organisation.

Il est à noter qu'une organisation est un système qui entretient son système de relations avec les individus et organismes de son environnement externe.

Le Guide de l'analyse de l'Environnement externe

Le GAEE : (Guide d'Analyse, de l'Environnement Externe)

- C'est un outil complémentaire à l'outil AIC.

Sa fonction est de servir d'aide mémoire ou de « pense bête » de l'analyse de l'environnement Externe des OP; Il sert à analyser les différents sous-systèmes de l'environnement externe des OP (partenaires, réseaux, entités favorables ou défavorables) avec lesquels elles composent. C'est donc un outil de recueil d'information qui se présente sous forme de grille d'analyse comportant un certain nombre de questions essentielles. Dans son utilisation le GAEE peut-être envoyé aux différents partenaires pour être rempli. Mais il est souhaitable de discuter des réponses avec les intéressés.

(Un exemple du GAEE est joint en Annexe)

- Le cadre logique : ou schéma de planification par objectif

Il est utilisé pour les trois dernières phases du processus de la planification stratégique.

Il s'agit, à la fois d'un exercice et d'une méthode d'analyse, aussi bien que d'une mise en forme du résultat de cet exercice. Il permet de présenter d'une manière systématique et logique les objectifs et leurs liens de causalité, mais aussi d'indiquer comment on peut vérifier si les objectifs ont été réalisés et de vérifier qu'elles sont les hypothèses extérieures au projet, qui peuvent influencer sa réussite. C'est une façon systématique et ordonnée, de décrire le « pourquoi » et le comment en tenant compte de l'approche scientifique et de l'analyse des systèmes. Quoique, contraignant et trop synthétique, le cadre logique est un moyen de suivi/Evaluation d'une action, un moyen de vérification de la cohérence d'un programme, mais aussi un moyen de négociation.

Après l'exposé théorique et les méthodes d'élaboration d'un cadre logique, un exercice d'application, en séance plénière, a été effectué. Une copie de l'exercice a été remise à chaque participant en vue de l'élaboration d'un cadre logique avant la plénière.

- LE GANTT

Avant d'entrer dans le vif du sujet, précision a été donnée sur la place de la programmation dans la planification stratégique, et le contenu d'un exercice de programmation. Partant de cette précision il a été identifié les outils de la programmation dont l'outil de synthèse le plus utilisé est le GANTT.

Pour faire le GANTT, on fait la liste des différentes activités, on estime la durée de chaque activité (en la décomposant par activités élémentaires ou tâches).

Toutes ces activités sont placées dans un tableau, en tenant compte de leur moment d'apparition.

Cet outil sert à contrôler l'emploi du temps et à visualiser de façon schématique l'exécution d'un programme. Il peut prendre différentes formes plus ou moins compliquées en fonction de l'utilisation qu'on en fait.

2.4. L'application des outils de la planification stratégique

Deux journées entières ont été consacrées à l'élaboration des plans d'actions/pays. Pour mener à bien ce travail, les participants ont été regroupés par pays de prévenances, les deux structures confondues et réparties dans des salles préparées à cet effet.

C'est ainsi que chaque pays a esquissé (ou entamé) un plan d'action pour les deux structures (plate-forme paysanne et REFESA) qui doit être poursuivi et approfondi une fois de retour chez eux.

Les différents plans d'action/pays, ont fait l'objet d'une présentation en plénière ou des observations et remarques ont été faites aussi bien par la plénière que par les formateurs. Des discussions assez pertinentes ont d'ailleurs alimenté ces présentations.

Notons qu'avant les travaux des groupes, un cadre de présentation des groupes et d'élaboration d'un plan d'action a été présenté et discuté en plénière.

L'ensemble des plans d'action nationaux doivent aboutir à l'ébauche d'un plan d'action régional. Eu égard à cette progression une matinée entière a été consacrée à cet exercice ; ce qui a permis d'apporter les précisions suivantes :

- quelle forme de plan d'action ?
- compilation des différents plans d'actions nationaux
- recueil d'éléments transversaux
- recueil d'éléments prioritaires à déterminer
- comment élaborer le plan d'action régional ?
- quelle application du plan d'action régional ?

2.5. La synthèse

- A la fin de l'atelier, une synthèse générale reprenant l'ensemble des points abordés et leur enchaînement logique a été effectuée. Cette synthèse a permis :
- de rappeler l'objectif général à la formation et les objectifs spécifiques qui en découlent ;
- de faire découvrir le déroulement de l'atelier à travers les quatre modules qui le composent et leur enchaînement logique ;
- d'apprécier les outils utilisés et leur mode d'application ;
- d'identifier les résultats attendus et leur degré d'attente ;
- de proposer une série de recommandations quant à la poursuite du processus en situation réelle.

2.6. Suggestions et recommandations

Que le choix des participants soit mieux effectué afin de réduire les grandes disparités de niveaux qui ne favorisent pas une bonne assimilation et qui rendent la tâche difficile aux formateurs.

Que la durée de la formation soit ramenée à 10 jours en salle, suivie d'un appui d'une semaine sur le terrain aux organisations qui auraient entamé un processus de planification stratégique 2 mois après la formation en salle.

Que la traduction des documents soit faite en anglais et que l'interprétariat simultané soit réalisé par au moins l'équipe de deux interprètes.

Pour faciliter l'assimilation des contenus, il faudra prévoir 1 ou 2 jours d'intervalle entre les réunions statutaires et l'atelier de formation.

2.7. Méthodes et outils pédagogiques

Durant la durée de l'atelier, c'est l'approche participative qui a été privilégiée quelque soit le module enseigné. Elle consiste à partir des connaissances que les participants ont du sujet, pour bâtir avec eux le nouvel outil ou instrument prévu.

C'est ainsi que les deux premiers jours de l'atelier, des séances plénières ont été consacrées pour l'ensemble du module. Ces séances plénières ont été entrecoupées de temps à autres, par des petits travaux individuels, ou réflexions personnelles, destinées à alimenter les sujets du jour. Des témoignages sont souvent fournis pour confirmer ou infirmer une idée émise.

ANNEXES

*Liste des participants à l'Atelier de formation en Planification Stratégique
CILSS/PADLOS/IRED*

Niamey du 16 au 21 mars 1998 au Centre AGRHYMET

<i>N°</i>	<i>Noms et Prénoms</i>	<i>Fonction</i>	<i>Adresse</i>
1	Nouhou YAHAYA	Secrétaire Administratif Mooriben/FUGPN Organisation Paysanne	B.P. 553 Niamey Niger Tél. (227) 72.40.79
2	Mme OUANGRAOUA Madeleine	Professeur membre du REFESA Burkina S. G. COA/FEB	01 B.P. 59 Ouagadougou Tél (D) 226 30.12.79 BURKINA FASO
3	Mme OUEDRAOGO Ramata	Institutrice membre du REFESA BURKINA Tresorière COA/FEB	01 B.P. 7032 Ouagadougou Tél (B) 32.48.70 P 497 Tél (D) 34.02.24 Burkina Faso
4	Mme KOBANKA Pauline	Vice -Présidente PLY Trésorière FENOP. Dél. Plate-forme Membre COA/FEB	09 B.P. 977 OUAGADOUGOU 09 Tél. (226) 30.03.66/36.34.00 BURKINA FASO
5	Mme Fatouma YOUNSA	S.G.A. Mooriben plate-forme Paysanne	B.P. 553 Niamey Niger Tél. (227) 72.40.79
6	Idrissa BAGNOU	Président des Coopératives Maraîchères	B.P. 10705 Niamey Niger
7	GASSINTA KAABA	Président Plate - Forme Paysanne	B.P. 22 LERE Tchad
8	Mme Selguet Achta Aguidi	S.E. REFESA	B.P. 80 N'Djaména Tél. (235) 51.62.08 Fax (235) 53.30.74
9	Mme M'Baye Fatimata Thiam	S.E. REFESA	B.P. 356 Bamako Tél. (223) -B- 22.24.47 -D- 24.00.98 Mali
10	Mme Maria Solomé Solomão	Membre REFESA	Cabo Verde - Praia - ICF B.P. 253 Tél. (238) 63.18.61
11	Eulyne Figueiredo	MORABI President	Cabo Verde - Praia B.P. 568 Tél. (238) 62.17.75 Fax (238) 62.17.22
12	MONODJIM BELDOUM	CELIAF/TCHAD	B.P. 4089 N'Djaména Tél. (235) 53.30.74
13	Mme Maraitu Kassim-Loum	General Manager WISDOM Executive Sect. REFESA	69 Hagan Street P. M. B. 108 Banjul/The Gambia Té: N° 22.60.57/OFFICE Fax 22. 53.85/22.94.76 Home
14	Mme Kassa Kanteh Sanneh	Regional President REFESA	REFESA Regional Secretariat C/O 69 Hagan Street P.M. Box 108 Banjul, The Gambia Tél. 39.19.31/22.60.51 Home-4849.97-Fax : 22 53 85

15	Mme Mame Awa Dia	Membre REFESA Sénégal	SICAP Ryland, Cité Bakary Villa Aline Sitoé Diatta B.P. 5967 - Dakar Fann Tél. 221 827.22.54 Fax 221 827.22.15 Sénégal
16	Mme Fatimatou Mint Abdel Malick	SG CONAMAF Membre REFESA	B.P. 4581 Nouakchott Tél.(2222)561.01/534-90 Fax (2222) 590-10
17	Mme YACINE MBENGUE	Présidente AFAO/MIE REFESA Secrétaire Exécutive Adjointe REFESA	B.P. 2627 - Mauritanie Tél. 512.65 Fax 526-85 Apt : 179 Enord Zeina Tarragh
18	Sawadogo Nebnoma	Président CNPA Délégué PF Burkina	B.P. 277 Ouagadougou Tél. (226) 31.40.17 B.P. 100 Ouahigouya Tél. (226) 55. 00. 38/02.60 Burkina Faso
19	CORTEZ EDUINO	Plate-forme paysanne	Cabo Verde TARRAFAL Tél. (238) 66. 14.60
20	BRITO EMILIANO SEMEDO	Représentante de la Coopérative « A TENTATIVA » Membre de la plate forme	PRAIA - CABO VERT B.P. 329 Tél./Fax (238) 62.24.01/ 63.42.06
21	Mme Mariam Sissoko	Coordination des femmes de Samé	B.P. 291 Tél 52.15.89/52.13.06 Fax 52.13.06 Kayes/Mali
22	Mme N'Deye Sarr Diop	Plate-forme paysanne (Sénégal)	B.P. 249 Dakar Tél (221) 827.40.97 Fax (221) 827.41.01
23	Mme Mariama Amadou	Conseillère pédagogique membre du REFESA NIGER	B.P. 10.933 Niamey Tél 227 73.24.65 Fax (227) 73.20.15 Niger
24	Mme Sainabou Sanneh	National President N.P.P.	Genieri Village Tél 54.00.11 Fax 48.90.50 Banjul/The Gambia
25	Henry M. Jammeh	National Trreaswres NPP Gambia	Bwiam Tél 48.90.28/48.90.45 Fax 48.90.50
26	Malick Sow	CNCR/Sénégal	Tél (221) 827.40.97
27	Mme DOUMBIA Kadidiatou N'DIAYE	Membre du REFESA MALI	B.P. 15 Bamako Fax 223 22.82.14 Tél 223 23.64.64/ 22.20.92
28	Mme OUMAROU Hadiza	REFESA/Niger	B.P. 11.555 Tél (227) 73.37.90
29	Mme Laobé Sock Ndiaye	Secrétaire Exécutive REFESA/Sénégal	FAFS/Cicap Ryland, cité Bakary II, Villa Atine Sitoé Diatta - B.P. 5967 Dakar Fann Tél (221) 827.22.54 Fax 221-827.24.15 E-mail : Fafs@teleco plus s.n
30	Mme Lapel Denise	Plate-forme paysanne Tchad	Tél (235) 52.15.79 Fax (235) 52.15.00
31	HAMA OULD SOUEILIM	Plate-forme paysanne	B.P. 3395 Nouackott-RIM Tél & fax (222) 25.27.98

32	FALL MAMADOU	Plate-forme paysanne	B.P. 3395 Nouackott-RIM Tél & fax (222) 25.27.98
33	Souleymane M. KEITA	Plate-forme Mali	B.P. 49 A Kati Tél (223) 27.21.85 Fax (223) 22.87.37/ 27.21.67
34	Défé Angui	Coordination Nationale Plate-Forme	B.P. 945 N'Djaména Tél (235) 51.51.28 Fax (235) 51.52.70
35	YACOUBA ALFA CISSE	U.C.P.R. SAY Planteforme Niger	B.P. 25 SAY Tél (227) 78.42.17 et domicile 78.42.48
36	Momajamuro Baldé	Plate-forme paysanne	Tél 25.32.32/61.11.36
37	Mamane ABDOU	Président A.N.E.B./Niger	B.P. 12.253 Niamey Tél (227) 74.24.37
38	Mme Zenaba Baldé	Plate-Forme Guinée-Bissau	B.P. 1 Tél 51.11.03/ 25.33.55 Comité des Etats
39	Mme Hadja Aïchatou Camara	Plate-Forme REFESA	B.P. 1 Tél 51.11.03/ 25.33.55 Comité des Etats
40	Mme Boncano Cissé	REFESA	B.P. 2818 Niamey Niger
41	Mme Hadja Harou Kouka	REFESA	B.P. 2818 Niamey Niger
42	Mme Mahouya Fati	REFESA	B.P. 2818 Niamey Niger
43	Mme BONANE Jacqueline	CILSS/PADLOS	03 BP 7049 Ouagadougou 03 Tel. 31 26 40 - Fax 31 19 82
44	Mr. Moustapha YACOUBA	CILSS/PADLOS -	03 BP 7049 Ouagadougou 03 Tél. 31 26 40 - Fax 31 19 82

Liste de formateurs

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Adresse
1.	Issaka Doulaye Maïga	Directeur Régional IRED/SEAG	B.P. 12.675 Niamey Tél : 73 35 27/72 31 16 Fax : 72 32 04 Email :ired@intnet.ne
2.	Akilou Issia	Directeur Adjoint du Développement Régional et Local au Ministère du Plan	B.P . 862 Niamey Niger Tél (227) 72.36.00 Poste 3173
3.	BATABE Mathias Cora	Directeur Adjoint Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Ouest- Sahel	B.P. 1756 Ouagadougou Tél (226) 30 03 90 Fax (226) 30 12 96
4.	Mme Danté Aminata Ballo	Consultante	B.P. 12.906 Niamey Tél 227) 74.04.53

Liste du Comité d'organisation

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Adresse
1.	Moustapha Yacouba	PADLOS	Ouagadougou
2	Mme YACINE TOURE	PADLOS	Ouagadougou
3.	Abdoulaye Nomao	CONACILSS	Niamey- Niger
4.	Maurice ALBARKA	IRED/SEAG	Niamey
5.	Mme Moussa Aïchatou	IRED/SEAG	Niamey
6	Oumarou Addou	IRED/SEAG	Niamey
7.	Abdourahamane Aboubacar	IRED/SEAG	Niamey
8	Richard Meseko	IRED/SEAG	Niamey
9	Ouédraogo Alassane	PADLOS	Ouagadougou
10	Doudou Issaka	IRED/SEAG	Niamey
11	Amadou Souley	IRED/SEAG	Niamey
12.	Hama	AGRHYMET	Niamey

Programme de formation en planification stratégique

19

Horaires/Jour	LUNDI 16	MARDI 17	MERCREDI 18	JEUDI 19	VENDREDI 20	SAMEDI 21
8h à 10h	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture officielle - Présentation des participants - Présentation du Programme - Aspects pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Processus de la PS - Les différentes phases de la PS 	<ul style="list-style-type: none"> - L'outil AIC 	<ul style="list-style-type: none"> - Les plans d'action nationaux - Utilité - Principaux éléments 	<ul style="list-style-type: none"> - Suite élaboration des plans d'action nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Eléments pour l'élaboration du plan d'action régional
Pause café		(AKILOU)	(BATABE)	(I. D. MAIGA)		(I.D. MAIGA)
10h30 à 12h30	<ul style="list-style-type: none"> - Les caractéristiques des OF et des OF africaines - Les OP et les OF africaines face au nouvel environnement - Analyse de l'environnement et l'approche Genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Les outils de la PS - Avantages et limites de chaque outil. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre logique 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des plans d'action nationaux par les équipes 	<ul style="list-style-type: none"> - Exposés des plans nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse atelier - Evaluation atelier et suites à donner - Clôture officielle
Pause repas	(AKILOU et Mme DANTE)					
14h30 à 16h30	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction à la P.S - Définition et intérêt de la PS pour les OP et les OF africaines 	<ul style="list-style-type: none"> - Le guide de l'analyse de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre logique - le Gantt 	<ul style="list-style-type: none"> - nationales participantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Suite exposés des plans d'action nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Départs des participants
	(AKILOU et Mme DANTE)	(AKILOU et Mme DANTE)	(BATABE)			

L'approche genre

2. DE L'APPROCHE IFD À L'APPROCHE GED

«IFD» et «GED» sont parfois interchangeables. Ce diagramme donne un aperçu de certaines des différences fondamentales entre l'approche IFD que la plupart d'entre nous connaissons, et l'approche GED telle que présentée dans ce manuel. Il s'agit d'une version très simplifiée qui peut être utilisée comme aperçu ou être distribuée aux participant-e-s. On peut examiner plusieurs aspects des deux thèmes.

INTÉGRATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT (IFD)	GENRE ET DÉVELOPPEMENT (GED)
1. L'approche	
• Une approche qui considère les femmes comme étant le problème.	• Une approche du développement.
2. Le centre d'intérêt	
• Les femmes.	• Les rapports femmes-hommes.
3. Le problème	
• L'exclusion des femmes (qui représentent la moitié des ressources potentielles de production) du processus de développement.	• Les relations de pouvoir inégales (riches et pauvres, femmes et hommes) qui empêchent un développement équitable ainsi que la pleine participation des femmes.
4. L'objectif	
• Un développement plus efficient, plus efficace.	• Un développement équitable et durable, où les femmes et les hommes prennent les décisions.
5. La solution	
• Intégrer les femmes au processus de développement existant.	• Accroître le pouvoir des plus démunis et des femmes. • Transformer les relations non-égalitaires.
6. Les stratégies	
• Projets pour femmes. • Volets femmes. • Projets intégrés. • Accroître la productivité des femmes. • Accroître le revenu des femmes. • Accroître la capacité des femmes d'effectuer les tâches traditionnellement liées à leur rôle.	• Identifier/considérer les besoins pratiques déterminés par les femmes et les hommes en vue d'améliorer leur condition. • Traiter en même temps des intérêts stratégiques des femmes. • Faire face aux intérêts stratégiques des pauvres par un développement axé sur les gens.

4. BESOINS PRATIQUES ET INTÉRÊTS STRATÉGIQUES

La première partie de ce manuel décrit un certain nombre d'outils analytiques et conceptuels de l'approche GED. Le diagramme qui suit est un résumé des besoins pratiques et intérêts stratégiques et peut être utile à une vue d'ensemble, à la récapitulation ou en tant que tiré à part.

A. BESOINS PRATIQUES	B. INTÉRÊTS STRATÉGIQUES
<ul style="list-style-type: none"> • Ont tendance à être immédiats, à court terme. • Sont particuliers à certaines femmes. • Sont liés aux besoins quotidiens : nourriture, logement, revenus, santé des enfants, etc. • Facilement identifiables par les femmes. • Peuvent être satisfaits par des éléments précis : nourriture, pompes à main, cliniques, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ont tendance à être à long terme. • Sont communs à presque toutes les femmes. • Sont liés à une position de subordination : manque de ressources et d'éducation, vulnérabilité à la pauvreté et à la violence, etc. • Le fondement de la subordination et le potentiel de changement n'est pas toujours identifiable par les femmes. • Peuvent être satisfaits par : conscientisation, plus grande confiance en soi, éducation, consolidation des organisations de femmes, mobilisation politique, etc.
<p><i>La satisfaction des besoins pratiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A tendance à rendre les femmes bénéficiaires et parfois participantes. • Peut améliorer les conditions de vie des femmes. • N'altère pas en général les rôles et les rapports traditionnels. 	<p><i>La satisfaction des intérêts stratégiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Rend les femmes agentes de changement ou les habilite à devenir agentes. • Peut améliorer la situation des femmes dans la société. • Peut donner du pouvoir aux femmes et transformer les relations.

L'analyse de l'environnement et l'approche genre

Analyse de l'Environnement et l'Approche genre

Les expériences de développement des dernières décennies dans les pays du Tiers Monde en général et dans ceux de l'Afrique de l'Ouest en particulier se distinguent par le fait qu'elles ont créé ou contribué à aggraver les clivages qui existaient entre les couches sociales. Elles n'ont pas su exploiter tout le potentiel que représentaient les ressources humaines : hommes-femmes-jeunes. Du fait qu'elles créaient des disparités et de discriminations, elles n'étaient pas suffisamment motivantes pour favoriser la création de conditions pour améliorer la production et la productivité.

C'est pour aider à la solution de cette situation que fut développée l'approche genre et développement (GED).

Le Concept et l'approche genre

La catégorie des hommes et la catégorie des femmes constituent la société. Elles ne peuvent être considérées isolément, puisque n'étant pas homogène (jeunes-vieux-pauvres-riches). Elles évoluent dans des rapports de complémentarité, d'opposition, de réciprocité, de pouvoir, de domination, et cela varie selon les situations (d'une société à une autre, et d'une époque à une autre).

Le Mot « Genre » (traduction de « gender » en anglais) désigne la construction sociale des rapports hommes-femmes. « Genre » qui est le concept sociologique ont été fixées par la société et qui peuvent être modifiées par cette même société selon l'époque, ne doit pas être confondu avec « sexe » qui est le concept biologique dont les différences sont invariables, universelles et non modifiables.

GENRE	SEXE
Concept sociologique Différences : Sociales (fixées par la société) - Varient d'une société à une autre, d'une époque à une autre - Peuvent être modifiées	Concept Biologique Différences : Universelles - Invariables - Non modifiables

L'approche genre et développement : est une vision transversale. Elle prend en compte toutes les composantes sociales et l'organisation de la société dont elle fait la diagnostic, en considérant la dimension humaine dans toute structure.

Trois niveaux sont à prendre en compte :

1°) Une compréhension de la réalité intégrant la différenciation selon les sexes, le masculin et le féminin (niveau sociologique). Il permet d'élaborer des actions et des programmes plus adaptés au milieu et à ses acteurs/actrices. Il peuvent également de soutenir et si possible de sécuriser des changements qui de toutes façons sont inévitables.

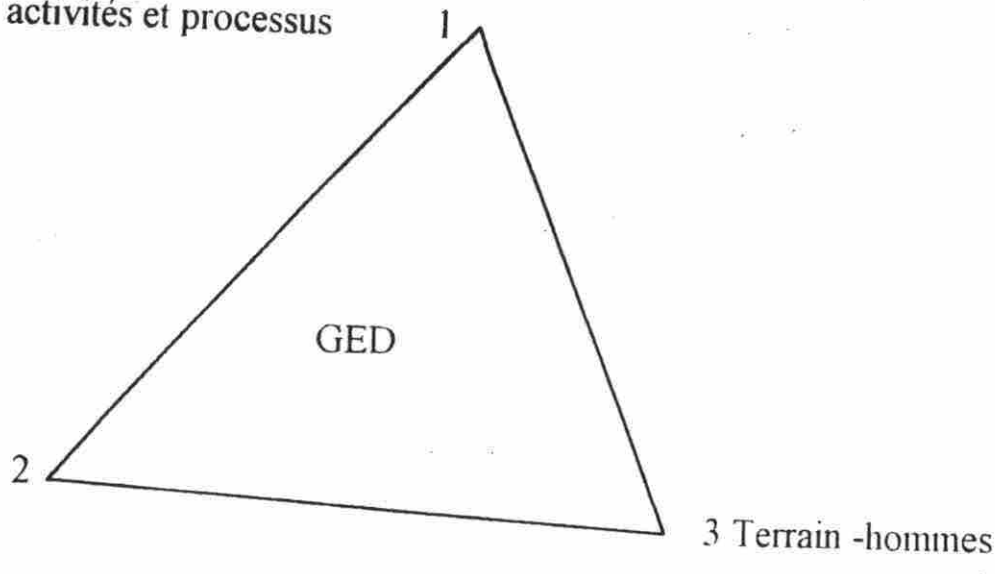
2°) Des instruments, des processus et des modes de faire qui intègrent et favorisent cette vision différenciée de la réalité (Niveau méthodologique). Elaborer des outils et/ou des directives pour la compréhension d'une situation, d'un milieu ; élaborer des outils d'animation/communication, élaborer des outils et directives institutionnelles.

3°) La prise en compte des relations sociales hommes-femmes, c'est-à-dire la prise en compte de relations dynamiques qui impliquent des phénomènes de pouvoir (Niveau stratégique et politique). En terme de pouvoir, entendons là, le pouvoir de s'exprimer, de s'auto-gérer, d'être associé aux prise de décision . Ce niveau stratégique et politique suppose des actions qui soutiennent des changements souhaitables ; une prise en compte des chances et des risques, et une évaluation de ce qui est possible.

L'approche genre se trouve comprise entre plusieurs pôles, dont trois au moins doivent être mis en évidence :

- 1) la conviction personnelle et individuelle : agir sur soi-même
- 2) Agir sur le terrain : hommes et femmes - sensibilisation
- 3) Influencer les institutions : Gouvernement - organismes nationaux et internationaux - ONG.

le Triangle des activités et processus



l'approche genre, pour se traduire en réalité, doit impliquer l'ensemble des trois pôles ou angles pour une durabilité de l'action entreprise ou à entreprendre.

Les chances et les risques varient de l'un à l'autre pôle et devraient être bien évalués.

L'approche genre se justifie du fait que, dans le monde entier, et tout au long de l'histoire, les femmes n'ont cessé de remettre en cause les inégalités existant entre hommes et femmes, et les limites que celles-ci leur imposent en tant qu'êtres humains.

Partenaires (invisibles dans les statistiques de la production), il n'est plus à démontrer aujourd'hui, le rôle important que jouent les femmes au sein de la famille et de la société.

La question de la femme a connu une évolution !

En 1946, l'ONU a créé un comité du statut de la femme

En 1975 un autre fait marquant pour les femmes, fut l'organisation du premier Congrès Mondial des femmes et la mise en oeuvre de la Stratégie Intégration de la femme au développement (IFD) qui fut suivi du lancement de la décennie internationale de la femme (1975 - 1985)

En 1973 l'ONU a adopté la convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

En 1985 le 2^e congrès International des femmes s'est tenu à Nairobi et a mis en évidence les limites de l'IFD (Intégration des femmes au Développement) et a préconisé la mise en place de la stratégie genre et développement (GEL).

En 1995 s'est tenu à Beijing (Chine) le 3^e congrès internationale des femmes qui a eu pour thème : Egalité-Développement - Prix.

Les expériences personnelles des participants et participantes

Les expériences des participants et participantes sont liées à l'impact des formations GED qu'ils/elles ont acquises à travers des séminaires ou des lectures.

En considérant par exemple la façon de travailler des uns et des autres, d'établir leur diagnostic, de communiquer avec la base et entre eux/elles, on voit qu'un cadre favorable existe pour un rapprochement, une systématisation de cette approche.

Remarque : Il est intéressant de constater que participantes et participants comprennent aujourd'hui l'importance de la dimension humaine dans toute organisation.

Observations et remarques

Ce qui a été exposé au cours de l'atelier ne saurait tenir lieu d'instruments de travail. Il est à remettre dans le contexte d'un atelier de formation/sensibilisation.

De vrais instruments de travail (observation Genre) devraient être élaborés par les différents (es) responsables de terrain. Et il s'agirait de voir comment affiner, et peut-être transformer légèrement les outils servant au diagnostic et les modes de faire (surtout en ce qui concerne la communication).

Il existe déjà différentes grilles de lecture et d'analyse- on peut très bien s'inspirer de certains instruments existants, mais ils sont à repenser en fonction de chaque programme et des intervenants, de leur formation, et des instruments qu'ils utilisent déjà.

**LE GUIDE D'ANALYSE DE
L'ENVIRONNEMENT EXTERNE**

**Programme de renforcement
des capacités des ONG africaines**

**GUIDE D'ANALYSE
DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE
(GAEE)**

**Isidore BOUTCHUE
Marguerite MONNET
Issaka Doulaye MAÏGA
MAI 1994**

Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE-BM)

L'INTRODUCTION

1. Le *Guide d'analyse de l'environnement externe* (GAEE) est un outil d'aide à l'analyse de l'environnement externe des ONG ou des collectifs d'ONG pouvant être utilisé avec ou sans l'assistance de personnes ressources extérieures.
2. Cet outil a été conçu pour la planification et la gestion stratégiques dans le cadre du *Programme de renforcement des capacités des ONG africaines*.
3. Ce guide porte uniquement sur l'environnement externe des ONG. Il permet de l'analyser en termes d'opportunités (forces), ou de contraintes et risques (faiblesses), avant de conclure sur la situation et les choix des ONG.
4. L'utilisation de cet outil doit s'inscrire dans une démarche participative de planification et de gestion, et toutes les sources d'information sont à privilégier : documents, personnes, organisations, etc.
5. Le contenu de ce guide n'a ni la prétention, ni l'objectif d'être exhaustif; il vise plutôt à orienter la réflexion en ce qui a trait à l'analyse de l'environnement externe des ONG afin de pouvoir l'apprécier adéquatement.

LE GUIDE

1. Appréciation générale de l'environnement de l'ONG.
 - Plus favorable que défavorable?
 - Plus défavorable que favorable?
 - Principales raisons ou explications de cette appréciation?
2. Principaux sous-systèmes (différents aspects) de l'environnement externe affectant ou pouvant affecter la vie de l'ONG.
 - Identification des sous-systèmes.
3. Influence actuelle des sous-systèmes sur la vie de l'ONG.
 - Sous-systèmes à forte influence.
 - Sous-système.
 - Nature de l'influence (manière d'influencer).
 - Sous-systèmes à faible influence.
 - Sous-système.
 - Nature de l'influence de chaque sous-système.
 - Sous-systèmes à influence nulle.
 - Sous-système.
 - Explication de l'absence d'influence.
4. Principales dispositions prises en faveur des ONG actuellement.
 - Niveau où se trouvent ces dispositions (État, banques, populations).
 - Formes de ces dispositions (textes, structures, etc.).
5. Dispositions ou situations particulières en faveur de l'ONG concernée.
 - Niveau.
 - Formes.

6. Dispositions existantes en faveur des ONG mais dont ne profite par l'ONG concernée.
 - Dispositions.
 - Raisons.
7. Dispositions ou situations contraignantes présentant des risques pour l'ONG.
 - Niveau des dispositions.
 - Nature de la contrainte ou du risque.
8. Dispositions ou situations particulièrement contraignantes ou à risque pour l'ONG concernée.
 - Dispositions.
 - Raisons.
9. Principaux éléments caractéristiques de l'environnement politique et juridique des ONG.
 - Principales orientations en rapport avec l'ONG.
10. Principaux éléments caractéristiques de l'environnement socio-culturel en général, et en particulier pour l'ONG concernée.
 - Aspects positifs pour l'ONG.
 - Aspects négatifs pour l'ONG.
11. Présentation de l'environnement technologique.
12. Présentation de l'environnement économique et financier.
 - Situation économique générale du pays (aspects favorables et défavorables).
 - Structures financières (formelles, informelles)
 - Principaux bailleurs de fonds.
13. Description de l'environnement physique (écologique, démographique) en lien avec les orientations et les activités de l'ONG.
 - Description de l'environnement.
 - Interaction avec la vie de l'ONG.

14. Environnement organisationnel.

- Nombre d'ONG ayant la même activité que l'ONG concernée.
- Perception de ces ONG (par l'ONG rivales, concurrentes, adversaires, complémentaires, indifférentes).
- ONG ayant des activités complémentaires (en amont ou en aval).
- ONG intervenant dans la même zone.

15. Zone(s) d'intervention de l'ONG.

- Types de populations.
- Mode d'organisation (traditionnel, moderne, système d'autorité, etc).
- Besoins exprimés.
- Besoins réels.
- Autres interventions dans la même zone (passées, actuelles, à venir).
- Contraintes spécifiques à la zone d'intervention.

16. Image développée par l'ONG.

- Selon l'ONG elle-même.
- Selon d'autres (individus, organisations, etc).

17. Réseaux d'appartenance.

- Réseaux existants intéressant l'ONG.
- Réseaux d'appartenance, raisons.

18. Récapitulation des principales contraintes et opportunités ainsi que des risques importants.

- Contraintes.
- Risques.
- Opportunités.

19. Principaux problèmes posés par l'environnement externe dans le fonctionnement de l'ONG.

- Liste des problèmes (passés, présents, possibles).

20. Réponses aux problèmes posés par l'environnement.

- Dans le passé.
- Actuellement ou dans le futur.

21. Principales conclusions de cette analyse de l'environnement externe. Faire ressortir notamment les éléments qui peuvent être contrôlés, influencés ou simplement appréciés dans cet environnement, et indiquer comment y arriver.

LE QUESTIONNAIRE D'EVALUATION

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL AU SAHEL (PADLOS)

QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DES REUNIONS/SEMINAIRES/ATELIERS

Ce questionnaire vise à améliorer les prestations du PADLOS et à mieux orienter ses interventions futures.

Nous vous prions de bien vouloir répondre à toutes les questions. Vos réponses sont très importantes. Merci de votre collaboration.

Les chiffres signifient : 1. Médiocre 2. Passable 3. Moyen 4. Bon 5. Excellent
Veuillez encrer le chiffre qui correspond à votre appréciation.

- 1- Intitulé de la réunion.....
- 2- Lieu et date de la réunion.....
- 3- Pays d'origine du participant(e).....
- 4- A quel titre participez-vous à cette réunion.....
- 5- Secteur d'activités.....
- 6- Sexe.....

7- Objectifs de la réunion

Répondent-ils à vos préoccupations?	1	2	3	4	5
Sont-ils pertinents?	1	2	3	4	5
Ont-ils été atteints?	1	2	3	4	5

8- Préparation de la réunion

Avez-vous été informé(e) suffisamment à l'avance ? 1 2 3 4 5

Vous êtes-vous préparé (e) au thème de la réunion? 1 2 3 4 5

si oui, comment, avec qui?

Si non pourquoi?

9- Documents de base

Ont-ils été disponibles à l'avance?	1	2	3	4	5
Qualité	1	2	3	4	5
Pertinence	1	2	3	4	5

10- Animation

Modérateur	1	2	3	4	5
Matériel didactique	1	2	3	4	5
Méthode	1	2	3	4	5
Qualité	1	2	3	4	5
Sonorisation	1	2	3	4	5
Rapporteur	1	2	3	4	5
Qualité du rapport final	1	2	3	4	5
Gestion du temps	1	2	3	4	5
Durée de la réunion	1	2	3	4	5

11- Participation

Qualité de la participation	1	2	3	4	5
Pourcentage Femme/Homme	1	2	3	4	5
Qualité de la participation des femmes	1	2	3	4	5
Représentativité société civile	1	2	3	4	5

12- Qualité de l'interprétariat	1	2	3	4	5
---------------------------------	---	---	---	---	---

13- Résultats de la réunion

Ont-ils été atteints?	1	2	3	4	5
Sont-ils pertinents?	1	2	3	4	5

14- Logistique

Accueil	1	2	3	4	5
Transport	1	2	3	4	5
Hébergement	1	2	3	4	5
Restauration	1	2	3	4	5
Taux des perdiems	1	2	3	4	5
Délai de paiement perdiems	1	2	3	4	5
Confirmation des billets	1	2	3	4	5
Pause café	1	2	3	4	5
Salle de réunion	1	2	3	4	5
Sonorisation	1	2	3	4	5
Secrétariat	1	2	3	4	5

15- Quelles sont vos suggestions pour améliorer la qualité des réunions ?

16- Sur quels thèmes souhaiteriez vous voir le PADLOS intervenir ?

17- Vos commentaires

18- Le suivi de la réunion

Q'allez-vous faire après la réunion

Comment, Quand et A qui allez-vous restituer le contenu de la réunion

Quels contraintes (socio-culturelles, techniques, économique) pensez-vous rencontrer dans la mise en oeuvre des recommandations?

Comment allez-vous exploiter les documents de la réunion?

19- Aviez-vous déjà participé à des réunions organisées par le PADLOS

Si oui : le quel?

Quelle avait été l'utilité de cette réunion?

Quelle suite y aviez-vous donné?

***COMPTE RENDU DE LA REUNION STATUTAIRE
DU RESEAU DES FEMMES SAHELIENNES
(REFESA)***

Rapport final

Niamey, les 14 et 15 mars 1998

Les 14 et 15 mars 1998, s'est tenue au Centre Régional AGRHYMET de Niamey, sous l'égide du CILSS/PADLOS, la réunion statutaire du réseau des femmes et du Comité de la Plate-Forme des paysans au Sahel.

Cette rencontre regroupait l'ensemble des responsables des coordinations nationales de ces deux initiatives, l'équipe du PADLOS et d'autres partenaires dont le Club du Sahel.

L'ouverture des travaux a été présidée par le représentant du Direction Régional du Centre AGRHYMET en présence du :

- Conseiller en sécurité alimentaire du Secrétariat Exécutif ;
- Coordonnateur du PADLOS ;
- Représentant du CONACILSS/Niger.

Dans son allocution le représentant du Directeur du Centre Régional AGRHYMET après avoir souhaité la bienvenue aux participant(es), a insisté sur le rôle primordial que jouent les femmes et les paysans dans le développement à l'aube du 21^e siècle.

Après le retrait des autorités, les femmes ont débuté leur rencontre statutaire en mettant en place un bureau de séance composé ainsi qu'il suit :

- Présidente : Mme MAHAOUYA Fatimata du Niger ;
- Rapporteurs Mmes MONODJIM Beldoum du Tchad et de FATIMATOU MINT Abdel Malick de la Mauritanie.

L'ordre du jour amendé comportait les points suivants :

1. *le compte rendu des activités de la coordination régionale et des coordinations nationales ;*
2. *Sahel 21 : le REFESA face aux enjeux de la mise en oeuvre des résultats de Banjul*
3. *Questions statutaires*
4. *Synergie entre la Plate-Forme des paysans/REFESA ;*
5. *Divers.*

I. Présentation des activités des coordinations au niveau régional et national

Dans sa présentation, la présidente régionale a rappelé les missions du REFESA et ensuite a fait le compte rendu des différentes missions qu'elle a effectuées. Il s'agit entre autre :

- *la réunion de N'Djaména sur rôle et la place de la femme dans la gestion des ressources naturelles du 20 au 24 octobre 1997 ;*
- *la planification du programme triennal du PADLOS tenue en novembre 1997 à Ouagadougou au Burkina Faso ;*
- *la retraite des cadres du CILSS pour l'évaluation est la suite à donner au processus Sahel 21, tenue à Ouagadougou au Burkina Faso du 2 au 6 Mars 1998.*

Enfin elle a évoqué les différentes contraintes qui entravent le fonctionnement de la coordination régionale. Ces contraintes sont essentiellement d'ordre financier et de communication. Elle a enfin demandé aux coordinations nationales de mobiliser les fonds (cotisations) pour appuyer le coordination régionale.

Dans les débats qui ont suivi, les participantes après avoir félicité la coordination régionale des efforts entrepris pour rendre opérationnel le REFESA, elles ont fait suggestions suivantes:

- *amélioration de la communication entre la coordination régionale et les coordinations nationales notamment par l'envoi régulier des comptes rendus des missions dans un délai assez réduit ;*
- *prise d'initiatives en s'appuyant davantage sur les secrétaires exécutives ;*
- *envoi régulier des informations et des rapports d'activités des coordinations nationales ;*
- *édition de lettre d'information ;*
- *services de PADLOS pour l'échange de courriers, documents ;*

- *rapports trimestriels par les coordinations nationales à la coordination régionale ;*
- *recouvrement des cotisations ;*
- *recherches de financement par la coordination régionale et les coordinations nationales;*
- *élaboration de plans d'actions aux niveaux national et régional.*

Des présentations des coordinations nationales des 6 pays sur 9 on peut retenir les points suivants :

- * *restitution des résultats de Banjul au niveau national dont l'évolution varie d'un pays à un autre :*
- 8 pays sur 9 sont à la phase de préparation de l'Assemblée Constitutive ;*
- * *les difficultés d'ordre financier ;*
- * *la reconnaissance du REFESA au niveau régional.*

En réponse à ces questions soulevées on peut retenir les réponses suivantes :

- *un appui financier d'une somme de 1.500.000 a été accordée par le PADLOS à chaque coordination nationale et à la coordination régionale ;*
- *la reconnaissance juridique du REFESA régional est en bonne voie ;*
- *celle du REFESA au niveau national est laissée à l'appréciation de chaque structure au niveau de son pays.*

L'analyse interne du REFESA a été faite sur un tableau en terme de contraintes, de stratégies et d'actions, d'acteurs et de calendrier. Ces éléments d'analyse ont permis de dégager des tâches prioritaires pour la coordination régionale. Ces tâches ont été programmées dans le temps. (Voir tableau n ° I et III).

II. Sahel 21 : Le REFESA face aux enjeux de la mise en oeuvre des résultats de Banjul

Les 5 domaines d'orientation des résultats de Banjul de même que les stratégies envisagées ont été rappelées :

Les 5 domaines sont :

- *la valorisation des ressources humaines ;*
- *la croissance économique ;*
- *l'agriculture durable ;*
- *le renforcement des institutions ;*
- *l'intégration sous-régionale.*

Les stratégies qui sont au nombre 3 :

- *le renforcement des comités nationaux Sahel 21 ;*
- *la diffusion des résultats de Banjul ;*
- *la traduction en programmes et plans d'actions.*

Sur les 5 domaines annoncés le REFESA met une priorité sur les 3 premiers par soucis d'efficacité et d'impact. A partir de ces 3 domaines choisis les participantes ont dégagé sur un tableau les ambitions prioritaires et les tâches de la coordination régionale (voir tableau 2). Ces éléments serviront également de guide d'élaboration de plans d'actions national et régional.

III. Questions statutaires

Après discussions et analyse l'Assemblée Générale a apporté les modifications suivantes :

1. Réduction de la durée du mandat de la présidence de coordination régionale à 1 an ;
2. Les droits d'adhésion sont ramenés à 100.000 au lieu 150.000 et doivent être intégralement versés à la coordination régionale ;
3. Les cotisations s'élèvent à 150.000 par an au lieu 100.000. Elles sont réparties comme suit :

- 1/3 à la coordination régionale ;
- 1/3 à la coordination nationale ;
- 1/3 pour la constitution fonds de garantie, à déposer dans un compte qui sera ouvert à Ouaga.

4. L'acheminement des cotisations et des droits d'adhésion à la coordination régionale se fera par voie bancaire.
5. La tenue des assemblées générales est désormais annuelle afin qu'il y ait cohérence avec le mandat de la présidence de la coordination régionale.
6. Les activités des 3 domaines prioritaires retenues ultérieurement ont été réparties aux 9 pays pour le suivi de la mise en oeuvre avec un chef de file. (Voir tableau n° III).

IV. Synergie/Plate-Forme Paysanne/REFESA

Il a été recommandé le développement d'une synergie entre ces deux initiatives dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des plans d'actions nationaux et régionaux.

V. Divers

Compte tenu de l'importance du thème choisi par la Commission Economique pour l'Afrique sur Femmes et développement vision pour le futur, le REFESA a sollicité l'appui du PADLOS pour la participation d'une représentante à cette conférence. Le Burkina a été choisi pour représenter le REFESA.

Niamey, le 15 mars 1998

Les participantes.

Tableau I. Analyse interne du REFESA

R E G I O N A L			
CONTRAINTES	STRATEGIES ET ACTIONS	ACTEURS	CALENDRIER
Communication Manque d'information entre les coordinations nationales et la régionale	1. Editer un bulletin d'information trimestriel Utiliser le PADLOS comme l'intermédiaire pour l'envoi des documents Les coordinations nationales envoient directement à la coordination régionale La coordination nationale peut envoyer directement les informations aux autres coordinations pour information et donner une ampliation à la régionale Envoi de rapport trimestriel par chaque coordination nationale à la régionale avec ampliation au PADLOS	Responsable CR PADLOS PADLOS/CR/ CN CN/CR/ PADLOS CR/CN CR/CN	Fin Avril 1998 envoi des informations par les CN Mai publication trimestrielle Juin 1998
Absence de ressources financières	2. Recouvrement des cotisations recherche de financements auprès des autres partenaires Elaborer des requêtes de financement Sensibiliser les Etats	 CR/CN / CILSS	
Plan d'action régional	3. Elaborer un plan d'action régional en tenant compte des domaines prioritaires définis (tableau no IV)		Fin Mai 1998
Manque de moteur	4. Susciter des actions, thèmes de réflexion en direction des coordinations, associer les coordinations nationales dans le choix des représentants du réseau dans les rencontres et invitation du CILSS Imiter des actions de lobbying auprès des partenaires, Etats et autres	CR/CN/Cilss	
Manque de marketing	Confectionner un dépliant et de le vulgariser Penser au logo de REFESA	CR/CNPadlos	Juin 1998

Les tâches de la coordination du Réseau des Femmes Sahéliennes

1. Recouvrement des cotisations
2. Informations et échanges avec les coordinations nationales (envois de rapports de mission, choix des représentantes dans les missions, recueil des réactions des coordinations des objectifs et résultats attendus des missions) ;
3. Suivi et réalisation d'une lettre d'information du réseau
4. Finalisation du plan d'action régional
5. Suivi de la confection du logo et dépliant (propositions à envoyer aux différents pays)
6. Suivi de la banque de données des organisations membres (adresse complète, n° du téléphone, B.P., fax, courrier E-mail, collecte et traitement des fiches signalétiques)
7. Suivi et coordination de la mise en oeuvre des plans d'action.
8. Suivi et coordination des groupes thématiques
9. Rôle de vigilance et de suivis pour que le volet femme soit transversal dans les projets et programmes du CILSS.
10. Proposition de canevas de collecte des données statistiques sur les femmes
11. Harmonisation/échanges avec les autres réseaux (AFO, Beging, femmes entrepreneurs, etc.)
12. Lobbying du réseau auprès des institutions régionales pour la prise en compte de la dimension genre dans leurs programmes et projets.

Tableau II

PLANNING DES TACHES DE LA COORDINATION REGIONALE

Tâches	Contenu activités	Calendrier	Acteurs
Recouvrement des cotisation	♦ Envoi des cotisations, ouverture compte bancaire	Avril	C.R
	♦ Ouverture compte bloqué servant de fonds de garantie Envoi no de compte à toutes les C.N ♦ Virement appui Padlos dans les comptes des conacilss	A définir	C.R et C.N
	♦ Information des C.N par le Padlos dès virement des fonds	Avril	C.R
		Avril	Padlos/concilss/Ref ea
		Dès opération	Padlos
Information et échanges entre C.N et C.R	♦ Envoi des rapports et compte rendu	Après chaque mission	C.R/ C.N/PADLOS
	♦ Préparation des missions et envoi du planning des rencontres et missions ♦ Rapport trimestriel des activités	Chaque trimestre	
3 Réalisation d'une lettre d'information	♦ Envoi contenu au Padlos par la C.R Proposition de production par le Padlos au C.R ♦ Accord de la C.R pour la production finale et la diffusion dans les pays		C.R/PADLOS
4 Confection du Logo	Proposition de termes de références et réalisation	Mai	C.R
5 Confection de dépliant	♦ Proposition de projet Amendement à la prochaine AG	Mai	padlos
Banque de données information sur les of	♦ Envoi fiches au Padlos pour traitement ♦ Envoi résultats à la CR	Dès Avril Avant Assemblée Générale	C.N/padlos
Plans d'actions	♦ Dépot version provisoire	Avril	CN/CR/Padlos
	♦ Version finalisée	Juin	
Rôle de vigilance pour que le volet femme soit transversale dans le programme du Cilss	♦ Ecrire au Secretariat exécutif du Cilss ♦ Rencontrer la présidence en exercice du Cilss ♦ Préparer et fournir la documentation nécessaire		CR/CN
Lobbying auprès des institutions sous-régionales pour implication dimension homme/femme dans leurs programmes et projets	♦ Recenser les organisations sous-régionales et développer des contacts		CR/CN/Padlos
Echange avec les autres réseaux	Etablir des contacts		CR

Tableau III. : Les activités des trois domaines prioritaires

Thème 1. : Valorisation des ressources humaines

Ambitions prioritaires	Tâches du réseau
1. FORMATION - Alphabétisation fonctionnelle des femmes et scolarisation des filles, formation professionnelle	<u>Renforcement des capacités des CN et de leurs membres notamment par:</u> - Appui conseil - Faciliter la formation des formateurs au sein des CN - Assurer le suivi- évaluation des activités - Aider à la recherche des financements - Faciliter les échanges des expériences - Développer les actions de lobbying et la plaidoirie au niveau national et international (formation, information) - Développer un partenariat avec d'autres institutions
2. SANTE Meilleure maîtrise de la croissance démographique	Développer partenariat avec le Cerpod pour la prise en compte ambitions et priorités dans ce domaine - Développer le partenariat avec les organisations régionales et internationales oeuvrant dans le domaine de la santé

Thème II. Croissance et diversification de l'économie et diversification de l'agriculture

- Données statistiques désagrégées par sexe - Croissance économique sans impact négative pour les femmes	- Lobbying pour que le Cilss intègre la dimension femmes dans ses études - Faire du lobbying pour une meilleure prise en compte de la dimension femme/homme dans les actions de développement
---	--

- Promouvoir une responsabilisation accrue des hommes et des femmes dans tous les secteurs de l'économie	<ul style="list-style-type: none"> - Susciter auprès des partenaires/état des mesures d'accompagnement pour juguler les effets néfastes de la mondialisation de l'économie - Développer un partenariat entre REFESA/Opérateurs économiques/FERAP
--	--

Thème III. Production agricole durable

- Sécurité foncière des femmes, notamment par l'accès à la propriété foncière agricole	- Partenariat/REFESA/ plate forme pour un appui dans le domaine des échanges d'expériences en législation et réforme foncière
- Améliorer de 50 % de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnelle des familles	Partenariat/REFESA/PROCELOS/PADLOS/P late Forme Paysanne pour la transformation et la valorisation des produits locaux
- Prise en compte de l'apport de la femme dans la production des ménages	Partenariat REFESA/Plate forme Paysanne Partenariat REFESA/CILSS

Tableau IV

GROUPES THEMATIQUES

I. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES

Thèmes	responsabilités
Thèmes 1 Alphabétisation/formation professionnelle/scolarisation des filles	<u>Gambie</u> , Burkina, Mauritanie, Guinée Bissau
Thème 2 Décentralisation/Instance de décision	<u>Sénégal</u>
Thème 3 Santé de la production/Démographie	<u>Guinée Bissau</u> , Mali, Niger

I. PRODUCTION AGRICOLE DURABLE

Thèmes	Responsabilités
Thème 1 Accès et Sécurisation foncière	Burkina , Sénégal
Thème 2 Valorisation et transformation des produits locaux	Mali, Burkina, Tchad , Gambie, Mauritanie, Sénégal
Thème 3 Implication des femmes dans la mise en oeuvre de la convention	Mali, Niger, Tchad, Mauritanie , Sénégal

III. CROISSANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE

Thèmes	Responsabilités
Thème 1 Mise en évidence de la contribution des femmes dans les statistiques des pays	Sénégal, Cap vert , Gambie
Thème 2 Lutte contre la pauvreté par l'accroissement du pouvoir économique des femmes	Mali , Burkina, Mauritanie, Sénégal, Niger, Guinée Bissau

IV. SUIVI « SAHEL 21 »

Thèmes	Responsabilités
Thèmes ♦ Suivi coordination nationales pour leur implication dans les comités nationaux Sahel 21 ♦ Une appropriation des résultats de Banjul par les Sahéliennes ♦ Une prise en comptes de la dimension homme/ femme dans la traduction des ambitions en programmes et actions	Niger , tous les pays

V. BANQUE DE DONNEES

Thèmes	Responsabilités
Thème 1 Capitalisation et valorisation des acquis, des information sur les femmes dans le systèmes CILSS (Agrrhymet, Insah, projets	<u>Mali</u> : Insah <u>Niger</u> : Agrhymet <u>Burkina</u> : Cilss Ouagadougou
Thème 2 Rôle de vigilance sur la prise en compte de la dimension homme/ femme dans les projets et programmes du Cilss	<u>Coordination régionale</u> : tous les pays

P. S

Le gras souligné représente le chef de file de l'activité

Les thèmes sont traités en termes d'analyse (difficultés et atouts), perspectives et stratégies.

Chaque pays intègre tous les thèmes dans son plan de travail. Le chef de file est chargé de coordonner l'activité dont il est responsable pour l'ensemble des pays.

**COMPTE RENDU DE LA REUNION STATUTAIRE
DE LA PLATE-FORME DES PAYSANS DU SAHEL**

PLATE-FORME PAYSANNE REGIONALE

REUNION STATUTAIRE DU CONSEIL D'ORIENTATION

Les 14, 15 et 16 mars 1998, s'est tenue à Niamey (Niger), la réunion statutaire de la Plate-Forme Paysanne Régionale.

Trois jours durant, les participants ont discuté des points inscrits à l'ordre du jour et adopté d'importantes résolutions et recommandations. Parmi les points saillants, la présentation des rapports d'activités des plates formes, la redynamisation des coordinations, les dossiers spécifiques, le renouvellement de la coordination régionale et les questions diverses.

A l'issue de l'adoption de cet ordre du jour, la présidence des travaux de la réunion a été confiée à Mr. KEITA, Coordinateur régional. Mr. HAMA Soueilem de la Mauritanie a été désigné comme rapporteur.

A. Les rapports d'activités

1. Rapport d'activité de la Coordination Régionale

Dans ce chapitre, le Coordonnateur Régional, Mr. KEITA Souleymane du Mali a souligné que le programme de la Plate-forme Régionale a été exécuté à 80 %.

A cet égard, il a cité les multiples missions accomplies dans le domaine de l'élargissement du champ d'action de l'organisation. Il a fait mention notamment des rencontres effectuées un peu partout à Accra, à Ouagadougou, Rome, Niamey, Addis-Abéba, Banjul, etc...

Partout une plus grande appréhension des objectifs de la Plate-Forme Paysanne a été enregistrée chez les partenaires qui n'ont pas manqué d'exprimer tout l'intérêt qu'ils portent à un tel cadre d'organisation régional.

Le Coordonnateur Régional a brossé rapidement la situation financière de l'organisation en insistant sur la préservation de la crédibilité de l'organisation (voir annexe n° 1).

A ce titre il a rappelé que seules quatre organisations sur les neuf ont versé leur cotisation. Il s'agit du Sénégal, du Cap Vert, de la Gambie et du Tchad.

2. *Rapports d'activités des Plates-Formes Nationales*

Tous les coordinateurs des plates-formes nationales se sont succédés pour faire le point de l'état d'avancement des activités de leurs organisations respectives.

Au Burkina Faso

la Plate-Forme poursuit sa démarche lente mais rassurante de la mise sur pieds du cadre de concertation.

Au Cap Vert

Un grand pas est franchi et la Plate-Forme est installée depuis décembre 1997. les cotisations pour 1996 et 1997 sont payées grâce à une méthode originale de collecte. Un travail de sensibilisation tous azimuts est entrepris et chaque département est désormais concerné par la plate forme où il a son représentant local.

En Gambie

La Plate-Forme se met en mouvement. Un grand travail de sensibilisation et de mobilisation est entrepris partout dans le pays. Plusieurs réunions et ateliers de formation ont pu être organisés. Un premier versement est disponible comme première action de la Plate-Forme en ce qui concerne la cotisation.

En Mauritanie

La mise en place d'une nouvelle interprofessionnelle de l'élevage est de nature à faciliter le travail de concertation entre l'UPEM et la FAEM pour reconstituer la véritable Plate-Forme Mauritanienne. le rapprochement entre l'ensemble des acteurs organisés dans le secteur est la meilleure garantie de succès pour le cadre de concertation en Mauritanie. Jusque là, le travail a été axé sur ce rapprochement pour pérenniser l'action. très probablement d'ici mai prochain, la Plate-Forme sera opérationnelle.

Les participants ont recommandé qu'une femme soit au niveau de la coordination pour répondre à l'esprit de Koudougou.

Au Niger

Le travail de préparation de la tenue d'une assemblée générale est confié à un Comité Technique. ce dernier s'attelle activement à la création du cadre de concertation. Un budget a été projeté et des financements acquis (au niveau du PADLOS et d'autres bailleurs de fonds).

Au Sénégal

Le CNCR qui est le représentant national n° 1 de la Plate-Forme est une organisation mûre en pleine activité. sa crédibilité et sa force, elle les doit à son expérience à la solidarité de ses membres. Elle est impliquée dans toutes les grandes décisions qui concernent le secteur agricole. Les importants acquis réalisés par le CNCR au Sénégal ont attiré l'admiration et le respect de tous les participants qui ont souhaité que les autres organisations puissent prendre le cas du CNCR comme modèle à suivre.

Au Tchad

La période écoulée a été consacrée au renforcement de la Plate-Forme Nationale à travers une plus grande sensibilisation des partenaires (Etat et les organisations de financement). La mise en place de huit comités a été effective. Pour ce faire, tous les canaux ont été exploités et singulièrement la radio rurale.

La redynamisation des coordinations

La discussion de ce point a relancé un débat de fond sur certains problèmes fondamentaux dans le développement des activités des plates -formes tant nationales que régionales. Parmi les questions évoquées, on peut citer :

- la représentativité
- les cotisations

Après de longues et riches discussions, les membres du Comité d'orientation,

- Conscients de l'importance que revêt pour eux le rôle que peut jouer la Plate-Forme dans la promotion du secteur agricole à l'aube de la mobilisation du commerce,

- Déterminés à faire dépasser la Plate-forme, le stade de sentiment et d'hésitation dans le traitement des organisations nationales
- et décidés à composer avec la réalité et le niveau d'engagement des organisations paysannes qui adhèreraient aux objectifs de la Plate-Forme Paysanne Régionale et qui verseraient leurs cotisations
 - Recommandent que désormais ne seront admises au sein de la Plate-Forme Régionale que les organisations nationales officiellement reconnues, disposées à adhérer aux objectifs de la Plate-Forme Paysanne et qui verseraient leurs cotisations préalablement.
 - Demandent aux plates -formes nationales de s'acquitter des montants de leurs adhésions et cotisations avant la prochaine réunion du comité » d'orientation à laquelle ne sont admis que les représentants des plates - formes en règle vis-à-vis de la Plate-Forme Paysanne Régionale.

Les dossiers spécifiques

Dans ce volet, les membres du Comité d'orientation ont pris connaissance des informations relatives au programme d'appui aux organisations paysannes (voir répartition en annexe n° 4/PADLOS). Ils ont écouté une présentation du Collectif Stratégie Alimentaire qui a surtout parlé du renouvellement de la convention de Lomé. Un grand travail de préparation est programmé par le Collectif et la participation de la Plate-Forme Paysanne a été vivement souhaitée. Une invitation a été adressée par le représentant du Collectif. La Plate-Forme a accueilli favorablement cette initiative et les modalités de participation seront définies (voir annexe missions prévues n° 3).

Renouvellement de la Coordination Régionale

le comité, conformément aux statuts et règlement intérieur de la Plate-Forme Régionale a désigné Mme Sané Zeinabou de Gambie au poste de Coordinatrice Régionale.

La prochaine réunion du Comité d'orientation a été fixée au cours du mois de Novembre 1998 parallèlement à d'importantes activités qui intéressent la Plate-Forme et qui se dérouleront au Sénégal à pareille période.

Questions diverses

Dans ce chapitre, le Conseil d'orientation a procédé à une répartition des tâches de manière à alléger les charges de la coordination régionale et à assurer un meilleur suivi des dossiers par thèmes (voir fiche en annexe 2). Tout comme il a désigné nommément les personnes devant prendre part aux rencontres déjà programmées à :

1. Accra - Abidjan - Abuja
2. Cameroun - Bruxelles
3. Europe
4. Canada

(Voir programmation en annexe n° 3).

Il a eu à voir les relations de la plate-forme avec les partenaires. Il a noté que celles-ci doivent être basées sur une approche de partenariat véritable. Dans ce sens, la Plate-Forme souhaite développer ses rapports avec de nouveaux partenaires concernés du Club du Sahel, de la CEDEAO, etc.

Le Conseil d'Orientation a adopté l'appellation nouvelle du Comité de Pilotage (au lieu du Comité Technique) à qui il a confié l'élaboration d'un plan d'actions.

Le Conseil d'Orientation a également étudié la question de l'assistant de la Plate-Forme. Il a demandé au CILSS de tout mettre en oeuvre pour traduire dans les faits l'approbation de Mr. CISSOKHO Mamadou comme Assistant de la Plate-Forme. Les mesures pratiques d'une telle approbation devant faire l'objet de contrat entre les différentes parties impliquées.

Le problème de la communication qui a vivement préoccupé les participants mérite des solutions originales. C'est ce que le Coordonnateur du PADLOS a souhaité en demandant aux plates-formes nationales de voir dans quelles mesure elles pourraient assurer la transmission ou la réception de l'information par le système informatisé.

Le PADLOS peut toutefois apporter un appui pour ceux qui auront des équipements pour leur faciliter l'accès au courrier électronique.

Une autre préoccupation de la Plate-Forme Paysanne a été soulevée. Il s'agit du suivi de représentativité de la femme rurale au REFESA. Les membres du comité ont exprimé leur position de demander au CILSS, aux organisations soeurs des Femmes et aux autorités administratives de tout faire pour impliquer et faire participer les femmes rurales au sein du REFESA.

Enfin, les participants ont tenu à exprimer leurs vifs remerciements au Peuple et au Gouvernement du Niger pour l'accueil et l'hospitalité Sahéliennes dont ils ont été l'objet depuis leur entrée en territoire Nigérien.

De même, les membres du Conseil d'Orientation tiennent à féliciter tous ceux qui de près ou de loin ont aidé à la tenue des présentes assises dudit Conseil. Ils adressent particulièrement leurs remerciements au représentant du CILSS à travers le PADLOS et aux responsables du Centre AGRHYMET et à l'encadrement de l'IRED.

Le Conseil d'Orientation

Annexe n° 1 : Situation des cotisations et subventions de Mai 1997 au 31/12/97

1. Cotisations

Burkina Faso	
Cap Vert.....	1.500.000
Gambie.....	384.000
Guinée Bissau.....	
Mali	200.000
Mauritanie.....	
Niger	
Sénégal.....	1.500.000
Tchad.....	1.000.000
	<hr/>
Total =	4.584.000
Subventions FAO	1.800.000
	<hr/>
TOTAL =	6.384.000

2. Dépenses

- Appui à la présidente de la PF	
de Gambie dans cadre participation à Sahe 21	50.000
- Mission à Accra	530.000

Montant restant : 5.854.000

Annexe n° 2 : Fiche de répartition des thèmes

Titre	Personne ressource	Pays
1. Institutions financières Banque Mondiale - FIDA BAD -FADES	Mr. Hama O. Souleilem	RIM
2. Lutte contre la désertification PASR/CCD-CILSS-FAO FAO - CEDEAO - UNSO	Mr. KEITA	RM
3. Prévention des crises alimentaires PREGEC	Mme DIOP N'Dèye SARR	RS
4. Appui au sous-secteur de l'élevage PRASET	Mr. CISSE	RN
5. Rapports avec le Collectif des ONG	Mr. ANGUI	RT
6. Réflexion sur l'avenir du Sahel « Sahel 21 »	Mme SANE	G
7. Décentralisation - Législation Foncière - PADLOS	Mr. Nebnoma	RBF

Annexe n° 3 : Missions programmées

Lieux	Noms des membres
1. Accra - Abidjan - Abuja	Mme Sané - Coordinatrice régionale Mme Diop N'Dèye Sarr - Coordination Sénégal Mr. Keita - Coordination Mali Mr. Cissé - Coordination Niger Mr. Nebnoma - Coordination Burkina Faso
2. Cameroun - Bruxelles	Mr. Angui - Coordination Tchad Mr. Hama O. Soueilem - Coordination Mauritanie Mr. Samba Guèye - Coordination Sénégal
3. Europe	Mission Cameroun + Membres du Comité de Pilotage
4. Canada	A programmer

**Liste des participants à la réunion du Comité d'Orientation
du 14 au 15 mars 1998 à Niamey (Niger)**

Nom et Prénoms	Organisme	Adresse
Hama Ould Soueilem Fall Mamadou	FAEM/UPEM FAEM	BP 3395 Nouakchott - Mauritanie Tél. (2222) 25 27 08
Henry M. Jammeh	NPP	P.O. Box 165 Banjul - The Gambia Tél. 48 90 28 House - 48 90 45 School Fax 48 90 50
Sainabou Sanneh	President NPP - The Gambia	Tel. 54 00 11 - Fax 48 90 50
Mariam Sissoko	Coordination des femmes Samé	Tél. (00223) 52 13 06/52 15 89 Fax 52 13 06
Ndèye Sarr Diop El hadji Malik Sow	CNCR	BP 249 Dakar - Sénégal Tél 827 40 97 - Fax : 827 41 01
KOBANKA Pauline	FENOP	Tél. (226) 30 03 66/36 34 00 Ouagadougou - Burkina Faso
Sawadogo Nebnom	CNPA/B	Tél. (226) 31 40 17 Ouaga 55 0038 Ouahigouya - Fx 55 01 62
Souleymane Keita	COOTRAVA	Tél. (00223) 27 21 85 - MALI Fax (00223) 27 21 67/ 22 87 37
Defe Angui	O.P.Z.K	BP 945 N'Djaména - Tchad Tél. (002235) 5151 28 - Fax 51 52 70
Lapel Denise	Union groupement féminin	S/C Lapel Alphonse - Tél. 52 15 79 Fax 52 15 00
Yacouba Alfa Cissé	U.C.P.R Say	BP 25 - Tél. 78 42 17/D : 78 42 48
Fatoumata Younsa	Mooriben/Niger	Tél. 72 40 79
Coatez Eduino	Organisasuo compresa	Tél. 66 14 60 -
Brito Emiliano Semedo ²	OP Cap Vert	Tél/fax 62 24 01 coop - Tél. 63 42 06 D
Nouhou Yahaya (observateur)	FUGPN Mooriben Niger	BP 553 Niamey -Tél/fax (227) 72 40 79
Mamane Abdou (observateur)	ANEB Niger	BP 533 - Tél. 72 40 79 BP 12253 Niamey - Tél. 73 24 37
Bagnou Idrissa (Observateur)	Fédération des maraîchers Niger	BP 10705 - Tél. 72 40 79
Issaka Doulaye Maiga	IREN/SEAG	BP 12675 Niamey - Tél. 73 35 27 Fax 72 32 04 - E-mail : ired@intne
Alex Danau	Collectif Stratégies Alimentaires (CSA)	184 DD Bd Leopold II - 1080 Bruxelles Belgique - Tél. 32 (0) 2 412 06 60 Fax 322 (0) 2412 06 66 E-mail : CSA@skynet.be
Laurencia Adams	FAO	BP 1628 Accra - Ghana - Tél. (23321) 666854 - Fax 233999 E-mail : FAO.RAF@field.fao.org

Annexe n° 4 : Budget Plate-Forme Paysanne 1998

Au niveau national

- Structuration nationale : 2.000.000 F x 9 pays	=	18.000.000
- Guide sur les savoirs faires locaux 500.000 F x 9 pays (en collaboration avec REFESA)	=	4.500.000
- Etude sur les guides des partenaires 500.000 F x 9 pays (en collaboration avec REFESA)	=	4.500.000

Au niveau régional

- Réunion statutaire Plate Forme Paysanne		
Mars 1998	=	10.000.000
Novembre 1998	=	10.000.000
- Formation en planification stratégique (en collaboration avec REFESA)	=	15.000.000

Dossiers spécifiques

Décentralisation/Foncier	=	10.000.000
PISA	=	10.000.000
Convention Internationale	=	10.000.000